



## Patrimoine et ethnologie dans le Sud de la France

Jean-Pierre Albert

### ► To cite this version:

Jean-Pierre Albert. Patrimoine et ethnologie dans le Sud de la France. Patrimonio y pluralidad. Nuevas direcciones en antropologia patrimonial, Centro de Investigaciones Etnologicas Angel Ganivet, Grenada, pp.247-270, 2003. halshs-00332984

**HAL Id: halshs-00332984**

**<https://shs.hal.science/halshs-00332984>**

Submitted on 22 Oct 2008

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Jean-Pierre ALBERT, EHESS.

(manuscrit en français de « Patrimonio y ethnologia en el sur de Francia », publié dans *Patrimonio y pluralidad. Nuevas direcciones en antropologia patrimonial*, ss. la dir. de J. A. Gonzalez Alcantud, Grenade, Centro de Investigaciones Etnologicas Angel Ganivet, 2003, p. 247-270.)

## Patrimoine et ethnologie dans le Sud de la France

Dans le Sud comme ailleurs en France, le patrimoine vient à la rencontre du voyageur avant même qu'il soit sorti de l'autoroute. Celui qui se dirige vers Toulouse depuis la Côte Basque découvrira par exemple, associée à l'aire de service du Comminge, la « Maison de la Haute-Garonne ». En venant du parking, on traverse d'abord des jardins en terrasse résumant toute la flore de la vallée de la Garonne, des basses terres de Gironde aux hauteurs pyrénéennes. On entre ensuite dans le vaste bâtiment avec, à droite, un restaurant gastronomique (foie gras, confit d'oie et de canard) et, sur la gauche, une exposition-vente de produits régionaux – vins, miels, fromages, faïences, parfums à la violette, charcuterie et, bien sûr, foie gras. Il y a aussi les inévitables poupées en costume traditionnel, le rayon carterie et le coin des livres, avec ses guides touristiques et ses ouvrages en rapport avec l'histoire régionale. A noter que, bien que l'on soit en terre occitane, il n'y a pas un seul texte en langue d'Oc. Avant de ressortir, il ne faudra pas oublier le présentoir qui offre, à côté d'un fascicule grand format intitulé *Haute-Garonne. Le Sud avant le Sud*, une vingtaine de dépliants publicitaires de petits musées ou lieux d'animation tout proches, créés pour la plupart au cours des dix dernières années. La palette est large : présentation de rapaces dans un château médiéval, jardin botanique spécialisé dans la flore pyrénéenne, « Musée du soldat de France », exposition de faïences locales du XIXe siècle... En continuant par l'autoroute vers le Sud, après Toulouse, vous rencontrerez, juste avant de quitter le département, une autre « Maison de la Haute-Garonne », associée cette fois-ci à une « Evocation du Canal du Midi » (inscrit au Patrimoine Mondial de l'Humanité par l'UNESCO) et une exposition, « L'Ovalie », à la gloire du rugby, le sport emblématique du Sud-Ouest. Quelques kilomètres plus loin, peu avant Carcassonne, un panneau vous informe que « Vous êtes en pays Cathare ». Il y a le même, dans l'autre sens, aux portes de Béziers.

Les voyages par autoroute ne constituent sans doute pas l'idéal du « terrain » tel que le pratique l'ethnologue, à moins qu'il ne poursuive l'inventaire des « non-lieux » inauguré par

Marc Augé. Mais il est justement piquant de constater que ces espaces anonymes, qui semblent faits pour éviter tous les méandres des pays traversés, se posent aussi en vitrines des différences régionales, allant jusqu'à légender au moyen de panneaux indicateurs les singularités entr'aperçues (« Clocher mur », « Séchoir à tabac »...). Il n'y a là rien de bien étrange, dira-t-on : le but est touristique, tout cela vise à retenir quelques-uns de ces voyageurs à qui l'on a offert imprudemment le moyen de ne faire que passer. Encore faut-il qu'un séchoir à tabac, ou les traces improbables du passé cathare dans les blés du Lauragais aient à leurs yeux quelques charmes. Ou encore le mirage d'un Sud, fût-il d'avant le Sud...

On l'aura compris, cette brève évocation des paysages autoroutiers donne un prétexte, parmi d'autres possibles, à réfléchir sur une évolution culturelle qui déborde largement le registre des initiatives de développement régional. Comme la plupart des régions de la France, le Sud a ses hauts lieux touristiques, villes, paysages et monuments. Il a aussi des aires plus modestes, plaines agricoles privées de leurs haies par le remembrement des parcelles et régulièrement enlaidies de silos, serres, hangars en tôle ondulée : paysage répétitif d'une agriculture développée présente dans une grande partie du pays. La mode du « tourisme vert » a certes permis aux vacanciers de découvrir des régions a priori dépourvues de sites remarquables. Mais cette ouverture au regard des autres a aussi changé celui des autochtones sur leur propre pays. Ici comme ailleurs, on a acquis le sens du patrimoine : un sens renouvelé autant par la nostalgie, les migrations obligées et la rapidité des mutations socio-économiques que, indirectement, par les nouvelles orientations de l'histoire et des sciences sociales qui, de l'Ecole des *Annales* à la « nouvelle histoire » ou « l'histoire des mentalités » des années 1970, ont éveillé un intérêt sans précédent pour les usages et les objets de la vie quotidienne.

L'histoire, chacun le sait, a longtemps été celle des rois, des grands. Elle avait, à cette échelle, son patrimoine de forteresses, palais, cathédrales, tableaux de maîtres et pièces d'orfèvrerie pour les musées. En devenant celle de tous, elle a couvert de son aura légitimante les demeures rustiques, les outils, les savoir-faire du passé. L'histoire, par ailleurs, telle du moins qu'elle a été pratiquée et enseignée en France, se voulait nationale. Elle ne souhaitait connaître la singularité des « petites patries » que pour en faire le tremplin du seul attachement qui vaille à la commune Patrie. Les choses, depuis longtemps, ont été en vérité plus complexes et l'universalisme professé par la République n'a pas empêché le développement de mouvements régionalistes. Hier comme aujourd'hui, l'attachement à la réalité locale et l'intérêt pour le « petit patrimoine » des objets et pratiques de la vie quotidienne se sont mutuellement confortés. N'était-ce pas dans l'épaisseur intemporelle des pensées et des gestes de tous les jours que l'on trouverait le plus sûrement les traces d'une

singularité ? Ainsi ont vu le jour deux phénomènes conjoints : d'une part, l'intense vague de patrimonialisation qui tend à concerner des aspects toujours plus larges de la réalité ; d'autre part, une production de territoires qui, tout en reprenant des catégorisations préexistantes, les retravaille en fonction des enjeux du présent. La Maison de la Haute-Garonne, d'où nous sommes partis, doit à la fois exposer ou signaler tout ce qui, désormais, fait légitimement patrimoine - de la gastronomie à l'architecture et aux paysages - et, d'autre part, inventer un territoire porteur de sens et de valeur : le « Sud avant le Sud » joue sur des représentations préalables de la France méridionale tout en transformant en qualification positive la distance qui sépare encore le département du Sud le plus emblématique, l'espace méditerranéen.

Or, l'ethnologie se trouve, de façon plus ou moins directe, impliquée dans ce double processus. C'est à elle, en effet, que l'on doit en partie les nouvelles définitions du « patrimoine » susceptibles de tracer le chemin de son expansion indéfinie. C'est vers elle, également, que l'on se tourne pour découvrir les groupes sociaux supposés porteurs des singularités culturelles que l'on érigea en emblèmes identitaires. Tels sont, du moins, les usages de la discipline les mieux accrédités par des pratiques déjà anciennes. On connaît en effet, à l'échelle des nations, la part de l'ethnographie dans ce qu'Eric Hobsbawm a appelé « invention de la tradition ». Ce qui fut possible à ce niveau ne l'est-il pas aussi pour les régions, les « pays », voire les localités suffisamment marquées par une singularité quelconque ?

En France, la création en 1980 d'une « Mission du Patrimoine Ethnologique » dans le cadre de la Direction du Patrimoine du Ministère de la Culture semblait pouvoir répondre, en quelque façon, à une telle demande. Selon Isaac Chiva, ethnologue et acteur essentiel de cette création, il convient de s'intéresser au patrimoine ethnologique « parce que les différences s'estompent rapidement au profit d'une culture urbaine dominante ; parce que les façons de parler, de manger, de construire, de se raconter, tendent à devenir similaires ; parce que de nouveaux groupes sociaux émergent, dont il faut étudier la fonctionnement pour comprendre l'évolution de la société. » Dans un texte de 1990, il propose encore cette définition : « Le patrimoine ethnologique d'un pays comprend les modes spécifiques d'existence matérielle et d'organisation sociale des divers groupes qui le composent, avec leurs savoirs, leur représentation du monde et, de façon générale, tous les éléments qui fondent l'identité de chaque groupe social et qui le différencient des autres. »<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Citations reprises dans la brochure *La Mission du Patrimoine Ethnologique*, MPE, Ministère de la Culture, 1993. Pour avoir une idée précise de l'activité de cette institution, j'ai consulté à son siège de nombreux rapports répondant aux appels d'offres lancés depuis le début des années 1980. A de rares exceptions près, ces rapports n'ont pas été édités et ne sont accessibles qu'à la bibliothèque de la MPE. Un bon nombre d'entre eux a toutefois servi de base à un article publié par la revue *Terrain* ou à une contribution à un ouvrage collectif édité par la

On retiendra deux idées de cette définition : d'une part, le « patrimoine ethnologique » tend ici à se confondre avec l'ensemble de la culture ; d'autre part, l'existence de groupes sociaux différents et différenciables précisément par leurs traits culturels apparaît comme une évidence. Ces groupes sont donnés et, si l'on se réfère au texte cité plus haut, leur singularité est seulement menacée par les évolutions caractéristiques du monde moderne : comme le pensaient les folkloristes du XIXe siècle, le problème est de sauver de l'oubli un monde en sursis. Quant aux groupes émergents, ils entrent également dans l'étude dès lors qu'ils sont bien des groupes, et qu'on leur suppose a priori une singularité culturelle.

Mon propos n'a rien de polémique et je n'entends pas tirer vers le passé les premières formulations du programme de la Mission du Patrimoine Ethnologique. Il s'agit plutôt de mesurer les conséquences de ces présupposés sur les pratiques ultérieures de l'institution, de mesurer également le chemin parcouru en vingt ans. Il est clair que, dans ce premier programme, la dimension territoriale trouve immédiatement sa place : les groupes sociaux différents peuvent être des groupes régionaux. Pour s'en tenir au seul exemple du Sud, il pourrait se prêter à l'inventaire des différences envisagé. L'ethnologie peut-elle pour autant reprendre à son compte des découpages du territoire et de ses hommes marqués par des idéologies souvent très contestables ? Dans les faits, l'ethnologie de la France s'est, dans une large mesure, construite contre cette tradition intellectuelle. Mais, pour cela, elle a dû repenser ses propres modes d'implication dans les questions de territoire et de patrimoine. Ce chemin a été parcouru dans une période où, précisément, la prolifération des opérations patrimoniales a connu son apogée. On étudiera ici cette évolution en prenant pour exemple la manière dont a pu être reprise (et dépassée) la « question du Sud » telle qu'elle s'est posée en France depuis le XIXe siècle. La faible pertinence du cadre régional dans les pratiques actuelles de l'ethnologie et du patrimoine conduira, dans un second temps, à réfléchir sur le phénomène global de la patrimonialisation et sur ses liens, effectifs ou souhaitables, avec l'ethnologie.

### **Le Nord et le Midi : une vieille question**

Comme n'importe quel autre territoire de quelque ampleur, le France comporte une riche palette de différences inscrites d'abord dans la nature : relief, sol, hydrographie, climat, végétation... A ce premier ensemble s'ajoutent des différences linguistiques, liées pour partie à la contingence des frontières nationales, des différences dans les habitudes alimentaires, les matériaux des toitures, etc. Produire un tableau raisonné de ces différences (et tenter de les

corrélés entre elles) a été la grande affaire des historiens et géographes dès le XIX<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Ils étaient eux-mêmes précédés dans cette voie par la tradition fort ancienne des « théories des climats », dont le relais le plus récent et le plus prestigieux était Montesquieu. Or Montesquieu introduit, précisément, une « question du Sud » qui, si elle ne concerne guère chez lui la France elle-même, lui est aisément applicable. On retrouvera durablement dans la littérature la présence d'un stéréotype de « l'homme du Sud » ancré dans cette tradition<sup>3</sup>, et activé en particulier à l'occasion d'une découverte romantique et post-romantique du Sud qui amplifie, jusqu'à la figure d'une altérité totale, ses singularités.

Il reste que le contexte politique et intellectuel français se prête mal à l'affirmation puissante d'une identité des régions. En effet, la modernité politique et administrative apportée par la Révolution Française et pleinement instituée par la Troisième République à partir des années 1870 s'est, dans une large mesure, construite contre une formule de reconnaissance de la diversité des provinces associée à l'Ancien Régime. Aussi les mouvements régionalistes se sont-ils, qu'ils l'aient ou non souhaité, trouvés dans un premier temps impliqués dans des projets politiques réactionnaires dont la Révolution Nationale du Maréchal Pétain, après 1940, a consommé le discrédit. L'exemple du Sud est, de ce point de vue, très révélateur. La manifestation la plus connue d'un régionalisme méridional est le mouvement félibréen. Celui-ci est d'abord centré sur la langue : on connaît le dictionnaire de Frédéric Mistral, *Lou Tresor dou Felibrige*, dont l'édition s'étale de 1879 à 1886. Mais Mistral est aussi le créateur du Museon Arlaten, centré sur la ville d'Arles et plus largement sur la culture provençale. L'idéologie qui préside au programme de Mistral est on ne peut plus claire : il s'agit pour lui d'exalter une « race provençale », ou arlésienne, en lui donnant un fondement d'abord biologique (le « type » provençal est recherché, par exemple, dans une statue antique, la Vénus d'Arles). Selon les propres termes de Mistral, le Museon Arlaten doit devenir « le véritable musée de la Vido Vidanto, la vie vivante, et de la race d'Arles ».

Cette activité de sauvegarde s'accompagne d'une démarche normative. Mistral codifie le costume arlésien et, pour garder en vie la tradition, entreprend de revitaliser ou de créer, à travers le félibrige, un espace de fêtes et de manifestations publiques de l'identité méridionale.

---

<sup>2</sup> Pour un bref inventaire de ces démarches, voir le dossier de la revue *L'histoire*, « Histoires et légendes du Midi », n°255, juin 2001. Il est à noter que l'intention des auteurs est, avant tout, d'en finir avec une mythologie du Sud (sous-développé, colonisé...) et de mettre en lumière son dynamisme actuel sur le plan économique. Un bilan plus large de ces questions a été accompli lors du Congrès du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques (Toulouse, avril 2001) dont le thème global était : « Terres et hommes du Sud » (publications à venir aux Editions du CTHS, Paris).

<sup>3</sup> Voir à ce propos P. Bourdieu, « La rhétorique de la scientificité : contribution à une analyse de l'effet Montesquieu » dans *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982.

Le programme félibréen, tel qu'il est développé par Frédéric Mistral, illustre ainsi de façon presque caricaturale une logique patrimoniale articulant étroitement un peuple supposé, avec sa culture matérielle, sa langue, etc. et un territoire. L'expression politique du mouvement, clairement marqué à droite, ne va cependant pas jusqu'à des interventions sur la scène publique de type nationaliste. Mais on comprend bien les affinités qu'a pu avoir avec lui un Charles Maurras, lui-même provençal, écrivain qui fondera l'Action Française et se fera le théoricien du « nationalisme intégral ». En fait, le consensus est loin d'être parfait au plan politique : dès le tournant du siècle apparaissent des « Félibres rouges », tels les instituteurs Antonin Perbosc et Prosper Estieu, rénovateurs de la langue occitane. Notons à ce propos que la responsabilité de l'Ecole laïque et républicaine dans le recul des langues et cultures régionales, souvent évoquée à des fins polémiques par les régionalistes, doit être réévaluée. Les mêmes instituteurs qui imposaient à leurs élèves l'usage exclusif du français dans les murs de l'école parce que, à leurs yeux, leur promotion sociale imposait la maîtrise de la langue nationale, ont souvent été de très bons collecteurs de littérature orale en langue vernaculaire – une langue qu'ils maîtrisaient du fait de leur origine, le recrutement des instituteurs ayant une base départementale. Ils ont aussi joué un rôle important dans la découverte des réalités locales en associant leurs élèves à la rédaction de monographies de villages ou, plus largement, en développant dans leur enseignement un discours patriotique qui laissait une large place à l'exaltation des régions<sup>4</sup>.

Il reste que le contexte idéologique de la France de la Troisième République n'a pas permis au régionalisme méridional d'associer clairement sa face culturelle et sa face politique. Cette rencontre se pose en des termes nouveaux après 1945. A ce moment, en effet, le flambeau de l'occitanisme est repris par des hommes de gauche, issus de la Résistance pour certains d'entre eux. Ils sont à l'origine de la création de l'Institut d'Etudes Occitanes, dont les activités vont de la recherche en linguistique, histoire, ethnographie à la réflexion sur la pédagogie, celle de la langue en particulier. Militant sur le plan de l'enseignement de l'occitan, l'IEO se tourne peu à peu vers l'action sociale et la revendication politique, par exemple par le soutien de certains de ses membres à la grande grève des mineurs de Decazeville en 1962. Peu après voit le jour le Comité Occitan d'Etudes et d'Action qui, pour la première fois, théorise une action militante régionaliste. Le COEA parle du sous-développement de l'Occitanie, victime d'un colonialisme intérieur. L'un de ses inspirateurs, l'universitaire Robert Lafont, publie en 1967 *La révolution régionaliste* et en 1971

---

<sup>4</sup> Cf. A.-M. Thiesse, *Ils apprenaient la France. L'exaltation des régions dans le discours patriotique*, Paris, Mission du Patrimoine ethnologique/Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1997.

*Décoloniser en France*. Le thème d'un Midi colonisé par le Nord connaît alors, et surtout après mai 1968, une popularité renforcée par la présence de luttes régionales tournées contre le pouvoir central : lutte contre l'extension du camp militaire du Larzac, Comités d'Action Viticole en Languedoc. Le mouvement Lutte Occitane, associant la cause régionale à celle du socialisme, est très actif dans ces revendications, qui marquent l'apogée de l'occitanisme politique. Mais cette convergence est de courte durée et ne débouche sur aucune traduction politique significative, même au niveau local. De fait, l'héritage du mouvement est sans doute à chercher dans les lois de décentralisation de 1984, la Gauche au pouvoir ayant intégré une version très édulcorée des revendications régionalistes des années 70. Il est aussi dans la banalisation du terme « occitan », présent par exemple dans le nom d'innombrables sociétés commerciales, ou encore dans la diffusion du drapeau occitan qui, emblème de la contestation il y a trente ans, flotte aujourd'hui sur la mairie de Toulouse<sup>5</sup>...

Au total, qu'il s'agisse de sa version conservatrice ou de sa version révolutionnaire, le régionalisme occitan n'a jamais trouvé dans la société les appuis qui en auraient fait un véritable mouvement politique. Cela tient à de multiples raisons, plus ou moins spécifiques à la région, qu'il serait trop long de développer ici. Retenons simplement que, dans cette histoire déjà longue, l'horizon d'une Occitanie dont il aurait fallu construire la réalité par la mobilisation des ressources usuelles de l'invention de la tradition n'a jamais pris une réelle consistance. Certes, ce régionalisme sans perspectives politiques a trouvé, par défaut, ses principaux lieux d'expression dans le registre de la culture et du patrimoine. Mais, sur ce plan encore, la dynamique est freinée par les réalités géographiques et administratives. Le Sud de la France, mesuré au plus juste, nous met en présence de quatre Régions : d'Est en Ouest, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et enfin Aquitaine. La couverture de l'espace de diffusion des langues occitanes impose d'y ajouter encore d'autres Régions ou parties de Régions. Cette pluralité administrative n'est qu'un reflet (parfois infidèle<sup>6</sup>) de la diversité bien réelle d'un territoire qui correspond à un gros tiers de la France. On comprend ainsi que les notions d'identité occitane, ou méridionale, restent largement virtuelles et ne renvoient, dans les faits, à aucun sentiment éprouvé de communauté.

Il est donc très difficile de repérer des politiques patrimoniales construites en fonction d'une vision unitaire du Sud. Les références territoriales choisies sont en règle générale beaucoup plus étroites et, comme on le verra bientôt, souvent objet de création ou recomposition

<sup>5</sup> Pour un exposé plus développé de ces questions, voir J.-P. Albert et D. Blanc, « Identidades del sur. La construcción de la identidad regional en el sur de Francia », in M. A. Roques (ed), *Nueva antropología de las sociedades mediterráneas. Viejas culturas, nuevas visiones*, Barcelona, Icaria ed, 2001, pp. 37-53.

<sup>6</sup> Les logiques administratives ne sont pas nécessairement respectueuses des unités géographiques : la zone pyrénéenne, par exemple, relève de trois Régions



récente. Quant à la place de l'ethnologie dans ce processus, elle est encore plus difficile à cerner. Les Régions ont une Direction Régionale de l'Action Culturelle, à la fois ministère de la Culture en réduction et antenne du Ministère de la Culture central, et certaines d'entre elles ont un conseiller à l'ethnologie chargé de promouvoir la recherche et l'animation à l'échelle locale. Mais il n'existe pas de cadres législatifs spécifiques concernant la définition ou la protection du patrimoine ethnologique, à la différence de ce qui se passe pour l'archéologie, les sites et les monuments historiques. Cela a pour conséquence que les acteurs des politiques patrimoniales en matière d'ethnologie sont très divers. Les départements, les villes jouent parfois un rôle, mais le plus gros relève du mouvement associatif ou d'initiatives privées. Cet éparpillement des actions entreprises contribue encore à réduire la pertinence du cadre régional. La France méridionale n'offre en fin de compte aucune spécificité dans la manière dont elle gère son patrimoine culturel. C'est à une échelle plus large qu'il faut saisir les évolutions actuelles, le cas du Sud n'étant rien de plus qu'un exemple parmi d'autres de ce qui existe partout.

### **Les pratiques du patrimoine ethnologique**

La patrimonialisation galopante des dernières décennies est un processus complexe dans la mesure où il s'est accompli à des échelles différentes et a impliqué, comme on vient de le dire, des acteurs très divers. Je m'intéresserai d'abord ici aux manifestations les plus locales de ce que l'on a parfois appelé le « désir de musée » et, de façon plus rapide, aux programmes de conservation ou de revitalisation d'activités tenues pour traditionnelles - activités productives, artistiques ou festives.

Sans aller bien avant dans l'histoire de la muséographie en France, on peut noter que le souci des monuments, l'intérêt pour l'archéologie et l'histoire locale ont alimenté depuis plus d'un siècle une première vague de créations muséographiques et de pratiques de conservation correspondant, en gros, à celle des « musées d'histoire ». On en trouve un, à peu près invariablement, dans tout chef-lieu de département, avec ses collections de vestiges préhistoriques et gallo-romains, ses sculptures médiévales, les tableaux de quelque peintre local des XVII<sup>e</sup> ou XVIII<sup>e</sup> siècle, et souvent aussi des collections de pièces plus récentes relevant de l'ethnographie du monde rural, l'histoire des métiers etc. A peine différents sont les musées de villes, intitulés en bien des cas : « Musée du vieux x ». Souvent liés à des associations ou sociétés savantes, ces établissements sont en général modestes et, aujourd'hui, passablement poussiéreux.

Il faut attendre les années 1970 et suivantes pour voir se développer ce qu'on appelle désormais les « musées de société » et les écomusées. Ceux-ci relèvent parfois d'initiatives institutionnelles et entrent dans le cadre des « musées contrôlés », c'est-à-dire dotés d'un conservateur qualifié et soumis à des normes étatiques en matière de conservation des collections, classement des dépôts etc. Le phénomène le plus original est la prolifération, toujours actuelle, des « musées non contrôlés ». On manque de données précises à ce propos sur la France méridionale, mais une étude conduite dans la région Poitou-Charentes en 1993 a sans nul doute valeur d'exemple pour tout le pays<sup>7</sup>. A cette époque, la région, composée de quatre départements, comptait en tout 277 musées, 64 contrôlés et 213 indépendants. Sur cet ensemble, les rubriques conjointes de l'ethnologie, l'histoire, les techniques et les arts sacrés se taillent la part du lion, avec un nombre de 207. Les « petits musées » (presque tous issus d'initiatives privées) se rencontrent surtout en milieu rural et ont une orientation très majoritaire vers l'ethnographie. Leurs collections sont presque exclusivement constituées de pièces datant de la fin du XIXe siècle et du début du XXe. Il s'agit pour l'essentiel d'objets liés au monde rural plutôt qu'à la ville, à l'artisanat plutôt qu'à l'industrie, l'adjonction de produits manufacturés (machines agricoles, bicyclettes, jouets, objets scolaires) tendant elle-même à donner une image assez stéréotypée de la « société rurale ».

Ces caractéristiques sont aisément confirmées par la visite des institutions similaires du Sud de la France car, comme le notent les auteurs, « beaucoup de petits musées se ressemblent ». Si certains parviennent à une certaine originalité du fait de leur référence à un milieu naturel et des activités humaines spécifiques (dans la logique des écomusées), cela n'exclut pas pour autant les doubles emplois, ou l'exaltation de fausses spécificités. La question se pose finalement du sens et des enjeux de ces initiatives. D'où vient ce « désir de musée » ? Selon les auteurs du rapport, un bon nombre de ces musées s'inscrivent dans des projets de relance de la vie locale, surtout en milieu rural. A défaut d'augmenter l'attrait touristique du pays, la collecte des objets, les animations contribuent à développer de nouvelles formes de convivialité. En ce sens, le musée joue un peu le même rôle que les innombrables « battages à l'ancienne » qui ont vu le jour depuis une vingtaine d'année dans les campagnes, occasion pour la population de faire la fête ensemble autant que d'offrir une attraction touristique.

Un autre phénomène intéressant est l'ouverture de musées par des collectionneurs, dont les thèmes sont en règle générale sans rapport avec les réalités locales. Le « Musée du soldat

---

<sup>7</sup> A. C. Bouly et M. Valière, *La conservation du patrimoine ethnologique. L'exemple des « petits musées » en Poitou-Charentes*, rapport à la MPE, 1993. La revue *Terrain* propose régulièrement, depuis sa fondation, des articles monographiques, notices d'information et textes de réflexion sur les musées d'ethnographie français et étrangers. Mais il y est toujours question de « musées contrôlés » de quelque importance.

français » cité au début de cette étude est de ce type, et l'offre présente une variété infinie : machines à coudre, chromos, flacons de parfums, machines agricoles... Enfin, un troisième grand type d'exhibition patrimoniale est lié aux productions locales, des professionnels isolés ou regroupés dans des associations proposant en fait une valorisation par le musée de lieux de vente ou de promotion des produits du cru. Le recours au patrimoine s'inscrit alors dans une logique de valorisation économique des produits par le biais d'une « appellation d'origine »<sup>8</sup>. Ces démarches concernent surtout les produits agricoles, au premier chef bien entendu les vins et spiritueux, mais aussi la conchyliculture, la pêche ou certaines productions artisanales bien localisées, par exemple les soieries dans les Cévennes.

L'inventaire de ces initiatives, hétéroclites tant par la nature des réalisations que par l'identité de leurs promoteurs et par les buts poursuivis, ne nous éloigne pas de notre propos, bien au contraire. Outre qu'il s'agit sans doute d'une des manifestations les plus communes de la boulimie patrimoniale actuelle, ces pratiques interrogent la place de l'ethnologie et de ses institutions dans le paysage culturel français. D'une première manière, il semble y avoir une réelle continuité entre l'action institutionnelle – création d'écomusées, de parcs naturels – et les initiatives beaucoup plus modestes que l'on vient de mentionner. A des échelles certes différentes, les réalisations sont souvent analogues, ainsi que leurs intentions. En bien des cas, c'est le sentiment d'une disparition imminente qui décide de la patrimonialisation de tel ou tel domaine d'objets, jusque là rencontrés avec indifférence ou sur un mode purement instrumental. Le processus est ainsi conforme au modèle proposé par Krzysztof Pomian : une fois épuisée son exploitation utilitaire, l'objet acquiert le statut de « déchet » et c'est seulement alors qu'il peut entamer une nouvelle vie de « sémiophore », à titre d'objet patrimonial<sup>9</sup>. La mise au musée (ou la conservation) consacre ainsi l'hétérogénéité du passé et du présent : ce qui était censé d'exister sur le mode de l'immédiateté et doit être saisi désormais comme signe et indice de valeur. On comprend que de telles opérations, quant elles suivent la mort d'une activité économique importante, suscitent parfois la colère des populations concernées : la patrimonialisation est un enterrement de première classe !

Cette requalification de l'objet est inséparable de la représentation de valeurs – le déchet pourrait bien rester déchet. Ainsi, dans les années 1950-60, il a fallu longtemps avant que les populations des campagnes reconnaissent un statut « d'antiquités » à des objets (meubles,

---

<sup>8</sup> Lire à ce propos les travaux de L. Bérard et P. Marchenay, par exemple « Lieux, temps et preuves. La construction sociale des produits du terroir », *Terrain*, n°24, mars 1995, pp.153-164. cf. aussi M. Faure, « Un produit agricole 'affiné' en objet culturel. Le fromage beaufort dans les Alpes du Nord », *Terrain* n°33, septembre 1999.

<sup>9</sup> K. Pomian, « Musée et patrimoine », dans *Patrimoines en folie*, sous la direction de Henri Pierre Jeudy, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme / MPE, 1990, pp. 177-198.

outils, ustensiles de cuisine) qui n'étaient pour elles que des « vieilleries ». Les choses, comme on l'a vu, ont bien changé aujourd'hui. Mais quelles sont au juste les valeurs en cause ? On pouvait lire dans la plaquette de présentation de la Mission du Patrimoine ethnologique éditée en 1993 : « Une filature de soie en Cévennes, une cité ouvrière en Franche-Comté, des arènes de Bouvino<sup>10</sup> dans les villages languedociens... Grâce à l'ethnologie, ce patrimoine ni monumental ni artistique commence à être protégé pour lui-même. »

Le registre du « patrimoine ethnologique » est ici défini par la négation des valeurs les plus attendues et les plus actives dans les programmes de conservation : l'ancienneté et la participation au monde de l'art. Ce qui vaut d'édifices sans valeur historique ou esthétique est également vrai des objets réunis dans les musées de société. La double exclusion des registres de la « Grande Histoire » et de l'art ouvre bien sur l'univers indéfiniment extensible des objets techniques, équipements domestiques et autres produits industriels. L'ethnologie apparaît comme la principale pourvoyeuse de légitimité pour ces objets en quête de valeur. Et, dans les faits, les écomusées et musées de société sont parmi les promoteurs les plus réguliers de recherches ethnologiques : l'objet appelle l'enquête, et c'est le plus souvent le passé, objet prioritaire de la conservation, qui est privilégié.

Un passé bien particulier. Comme on l'a dit plus haut, les collections des « petits musées » -ethnographiques par défaut - sont, pour l'essentiel, constituées d'objets datant de la période 1850-1950. Il s'agit donc d'un passé à portée de mémoire, encore relié au présent par le fil des récits familiaux, le souvenir de racines rurales, les quelques pièces transmises d'un patrimoine familial éventuellement enrichi par la fréquentation des brocantes. La vogue des « musées de société » rejoint ainsi d'autres manifestations contemporaines d'une quête des « racines », comme la recherche généalogique elle aussi en expansion vertigineuse depuis deux décennies<sup>11</sup>.

A suivre les pentes dominantes des mises en scène d'un « petit patrimoine » qui se confond de fait avec celui qui s'affiche dans les musées d'ethnographie institutionnels, je n'ai bien entendu pas rendu justice à toute l'activité de valorisation et de collecte que suppose la définition du « patrimoine ethnologique » présentée plus haut. Un développement spécial devrait être consacré à la musique, à la danse, aux jeux traditionnels, tous objet ici ou là d'entreprises de « récupération » ou de relance. Il faudrait aussi noter la convergence entre sensibilité patrimoniale et sensibilité écologique, particulièrement accusée dans les projets de

<sup>10</sup> Ce terme provençal désigne le monde des activités taurines et tauromachiques traditionnelles de la région.

<sup>11</sup> Voir à ce sujet S. Sagnes, « De terre et de sang : la passion généalogique », *Terrain* n°25, septembre 1995, qui articule la quête des ancêtres à celle d'un ancrage territorial.

conservation de milieux marginaux inséparablement naturels et humains – zones de marais, formes particulières de l'agriculture montagnarde etc. Je n'ai pas non plus mentionné les grands programmes d'enquête lancés par les organismes de recherche dans les années 60-70, programmes qui, du fait de leur logique territoriale, n'étaient pas sans affinité avec celui que se donnait en 1980 la Mission du Patrimoine Ethnologique<sup>12</sup>. Il s'agissait ici d'esquisser la description d'un champ de pratiques qui se caractérisent surtout par leur faible degré d'institutionnalisation et la part limitée de la recherche ethnologique professionnelle dans la conception et la réalisation des projets. De fait, si la MPE, relayée par l'activité des conseillers régionaux à l'ethnologie, a joué son rôle dans nombre de ces initiatives<sup>13</sup>, les orientations qu'elle a données à la recherche se sont de plus en plus éloignées de ces formules d'abord régionales. L'auteur d'un rapport sur *Sciences humaines et aménagement du territoire. Le cas de l'ethnologie dans trois parcs naturels*<sup>14</sup> notait déjà en 1987 le divorce entre « ethnologie appliquée et ethnologie théorique ». En effet, les demandes formulées à la base sont avant tout locales et localisantes. Or l'ethnologie de l'Europe est de plus en plus « délocalisée » - entendons par là que ses terrains, par nécessité situés dans l'espace, ne valent plus essentiellement par leur localisation. Il en va ainsi, par exemple, de la plupart des terrains urbains, qui visent moins l'originalité géographique ou culturelle d'une ville particulière que la compréhension du « phénomène urbain » en tant que tel. De même, les recherches portant sur des minorités ethniques, culturelles ou religieuses (liées, en particulier, aux situations d'immigration) dessinent une géographie sans liaison nécessaire avec une « France des régions ». Il faut enfin noter l'émergence d'objets transversaux par rapports auxquels l'idée d'un terrain défini en termes géographiques précis est dépourvue de toute pertinence. L'ethnographie des écritures ordinaires en France, celle des joueurs d'échecs, des jeux de la parure (pour citer quelques travaux soutenus par la MPE dans les années 1990) n'a évidemment pas à situer l'appartenance territoriale des acteurs étudiés parmi ses variables prioritaires.

Cette évolution dans le choix des objets et domaines d'étude est, bien entendu, inséparable de l'évolution des problématiques de la discipline. Le modèle fondateur de la Mission du Patrimoine Ethnologique, tel qu'il se dessine à travers les textes d'Isaac Chiva cités plus haut, correspond à un idéal de monographie totalisante, articulant un territoire, un ensemble de techniques spécifiques, éventuellement quelques traits définitionnels d'une population

<sup>12</sup> Citons la réalisation des atlas linguistiques, pilotée par le CNRS et les RCP (Aubrac, Baronnies des Pyrénées, Châtillonnais).

<sup>13</sup> Ce soutien a souvent pris la forme d'un financement d'études préalables à la réalisation de projets de valorisation en liaison avec le développement touristique, du type « route de la soie » dans les Cévennes, etc.

<sup>14</sup> P. Marchenay, rapport à la MPE, 1987.

(appartenance religieuse, langue, participation à une culture nationale) et, en fin de course, la production de traits culturels originaux<sup>15</sup>. Ce modèle directement inspiré de l'ethnologie de terrain anglo-saxonne, a produit quelques unes des plus grandes réussites de notre discipline, tant pour l'espace européen que pour les autres aires culturelles. Mais il a été également subverti, dès les années 1970 en France, par d'autres façons d'utiliser le terrain. Ainsi, l'anthropologie du symbolique telle qu'elle a été pratiquée dans les années 70-80 avait besoin de larges espaces et ne trouvait dans ses enquêtes localisées que des exemples de configurations dont l'inscription territoriale demeurerait contingente par rapport au projet théorique<sup>16</sup>.

Enfin et surtout, les réserves se sont multipliées au cours des dernières années à l'égard d'une ethnologie trop prompte à développer une vision essentialiste des cultures et des groupes humains. En portant une attention plus grande aux systèmes de relations, dans l'esprit des théories de l'ethnicité et, plus largement, en substituant une pensée de l'acteur aux grandes hypothèses déterministes antérieures, l'ethnologie s'est orientée vers l'étude de la construction des identités collectives, au lieu de procéder à leur simple enregistrement, c'est-à-dire, dans les faits, à rester sous l'emprise du discours indigène. Pour ce qui touche au patrimoine, son objet privilégié devient ainsi le processus de patrimonialisation lui-même, et non plus le « patrimoine ethnologique ».

### **Du patrimoine ethnologique à l'ethnologie de la patrimonialisation**

Ce qui précède nous a déjà orienté vers les questions qui vont maintenant être abordées. Il est clair que l'ethnologue de la France contemporaine, s'il veut travailler sur le présent, aura plus facilement accès à des entreprises concertées de production de patrimoine, d'identité, de territoire qu'à des communautés (locales, professionnelles...) porteuses, dans une sorte d'inconscience ou de naïveté, de toutes les singularités culturelles qu'il attend d'elles. Ce constat, du reste, vaut dans une certaine mesure aussi en ethnologie exotique. Une première démarche possible est donc de rompre avec toute conception essentialiste des groupes et de leur culture pour s'intéresser seulement aux usages stratégiques des ressources mobilisées à des fins identitaires. Appliquée au Sud de la France, cette hypothèse s'avère très éclairante. Le Sud, en effet, ne s'est pas « inventé » dans l'autarcie, il est le produit d'un ensemble d'interactions et de stratégies identitaires dont on peut aisément reconstituer l'histoire.

<sup>15</sup> Un bel exemple de réalisation de ce programme est l'ouvrage de G. Ravis-Giorgani *Bergers corses. Les communautés villageoises du Nìolu*, Aix-en-Provence, Edisud, 1983.

<sup>16</sup> Citons par exemple la manière dont Yvonne Verdier utilise son terrain dans le village de Minot pour restituer un complexe symbolique sans spécificité locale dans *Façons de dire, façons de faire. La laveuse, la couturière, la cuisinière*, Paris, Gallimard, 1979.

L'indice le plus clair de ces processus de construction est la fragmentation de l'espace méridional en plusieurs référents identitaires chacun orienté dans un sens bien particulier. Ainsi la Provence semble avoir folklorisé son identité beaucoup plus fortement que les autres régions du Sud, cela tenant en grande partie à l'immense succès de ses écrivains régionalistes, d'Alphonse Daudet à Marcel Pagnol<sup>17</sup>. Ce succès a été soutenu depuis plus d'un siècle par le fort investissement touristique de la région. Aussi la crèche et ses santons, la course camarguaise, les treize desserts du réveillon de Noël, les "galéjades marseillaises"<sup>18</sup> sont-ils autant de stéréotypes connus dans tout le pays. La Provence est devenue en France l'emblème du Midi et il est vrai que, par ses singularités précocement érigées en signes identitaires et ses traditions plus ou moins inventées<sup>19</sup>, elle offre un paysage culturel qui contraste avec la zone occidentale du bassin méditerranéen.

A cette Provence littéraire et folklorisée s'oppose un Languedoc militant. Ici, lorsqu'elle se cherche, l'identité se trouve dans la Geste des vigneron, la grande révolte de 1907 et ses rééditions sporadiques. Exaltation d'un esprit rebelle que l'on retrouve peut-être dans la réactivation récente du souvenir des Cathares : phénomène qui, dans sa forme popularisée, fut consécutif à la télédiffusion en 1966 de deux émissions consacrées à la Croisade des Albigeois et à la chute de Montségur. Le rappel de cette agression supposée du Sud par le Nord trouva bien sûr des échos dans l'actualité à une époque où, comme on l'a vu plus haut, se développait la thématique de la colonisation du Midi. Le recours aux Cathares comme "grands ancêtres" d'une spécificité méridionale rejoignait aussi les convictions du carcassonnais René Nelli<sup>20</sup>, en relation avec l'exaltation littéraire de l'Occitanie médiévale. Le Centre d'Etudes Cathares implanté à Carcassonne (et financé principalement par le département de l'Aude) perpétue aujourd'hui cette tradition intellectuelle. La référence au catharisme contribue ainsi à dessiner un espace qui recouvre en gros le Languedoc occidental. On voit même apparaître – jusque sur les panneaux de l'autoroute du Midi ! - une notion de "Pays cathare" dont la pertinence historique est pour le moins discutable. De fait, même si le souvenir des cathares ne fonctionne que très marginalement comme référence identitaire vécue et est aujourd'hui

<sup>17</sup> Des circuits « littéraires » sont aujourd'hui proposés aux touristes, incluant le moulin de Daudet ou les lieux mentionnés par Pagnol dans sa très populaire autobiographie. Le cinéma exclusivement régionaliste de M. Pagnol est pour beaucoup, lui aussi, dans la folklorisation de la Provence et de l'esprit marseillais.

<sup>18</sup> Les galéjades sont des réparties ou des anecdotes comiques, comportant souvent une dimension d'exagération ou de hablerie tenues pour caractéristiques des hommes du Sud. On a fabriqué au début du XXe siècle des services d'assiettes à dessert chacune illustrée d'une galéjade différente.

<sup>19</sup> Cf. par exemple B. Brégeon-Poli, " 'Va pour treize!' . La 'tradition' des desserts de Noël en Provence", *Terrain* n° 24, 1995.

<sup>20</sup> R. Nelli (1906-1981) est le parfait exemple d'un intellectuel dévoué à la cause du Sud : outre ses travaux sur le catharisme, la littérature médiévale et l'amour courtois, il est l'auteur d'une œuvre poétique en langue occitane et fut l'un des promoteurs de la revue d'ethnographie régionale *Folklore de l'Aude* (puis simplement *Folklore*) éditée à Carcassonne de 1938 à la fin des années 1980.

instrumentalisé à des fins touristiques, la géographie de sa réactivation a d'abord été une géographie politique propre aux années 60-70, celles du rapprochement entre l'occitanisme et le mouvement des vignerons.

En continuant vers l'ouest l'exploration de la France du Sud, il semble que l'on voie s'affaiblir la prégnance des références identitaires régionalistes. La notion de "Grand Sud-Ouest", développée depuis une vingtaine d'années par les journalistes et les politiques, contribue encore à estomper les contours de ce vaste ensemble. Sur le plan des ressources identitaires, le Sud-Ouest a surtout mis en avant son patrimoine gastronomique et ses vignobles de qualité, qui se sont multipliés au cours des dernières décennies. Cela se joignant, pour les zones de plaine, à l'exaltation d'une ruralité paisible dont le film à grand succès *Le bonheur est dans le pré*, tourné dans le Gers à la fin des années 90, offre un parfait résumé.

Il reste que ces phénomènes de mobilisation patrimoniale à des fins identitaires restent limités dans leur portée par l'érosion déjà ancienne d'un bon nombre des marqueurs de singularité les plus efficaces, en particulier la langue. Les dialectes occitans sont partout moribonds, leur trace la plus vivace n'étant plus que « l'accent du midi ». Cette situation conduit à un décalage entre les occitanophones de tradition, encore nombreux à la campagne parmi personnes âgées, et les militants de la langue, qui se recrutent plutôt dans les milieux intellectuels urbains. La référence active à l'Occitanie tend ainsi à rejoindre un engagement en faveur des minorités ethniques débordant le cadre régional et, plus largement, en relation avec des formes d'avant-garde culturelle et artistique. Tout un courant de la musique occitane contemporaine, par exemple, s'est rapproché du jazz (et même du free-jazz), et donne lieu à l'organisation de festivals qui, bien que situés emblématiquement en zone rurale, ne touchent guère le public local<sup>21</sup>. Quant aux phénomènes de « revival » des répertoires, danses et instruments traditionnels, ils ont parfois une assise locale assez forte mais, dans l'ensemble, ne touchent qu'un public d'amateurs très limité.

Il semble donc y avoir un décalage entre les versants matériel et immatériel de ce qui pourrait constituer un patrimoine ethnologique. L'objet, le monument, le milieu écologique, plus accessibles peut-être à des démarches de conservation et de valorisation, se trouvent au centre des initiatives les plus nombreuses et les mieux soutenues localement. Cela veut dire aussi que, dans la mesure où elle se manifeste, la quête d'identité ou de racines se satisfait d'abord d'emblèmes dépourvus d'une forte pertinence régionale. Le patrimoine valorisé, comme on

---

<sup>21</sup> Voir sur ces questions C. Rulhes, *Les Occitans imaginés. Ethnicité et prophétisme occitans*, Institut d'Etudes Occitanes, Toulouse, 2000.



l'a vu, est avant tout sélectionné à partir des critères de l'ancienneté et de la ruralité. En conséquence, il contribue à produire un « enracinement » sans réelle spécificité locale et, en bien des cas, imaginaire : ce n'est pas un hasard si un très grand nombre de projets locaux de valorisation du patrimoine monumental, technique ou écologique sont animés par des néo-résidents. L'amour du patrimoine se trouve ainsi en continuité avec le mouvement de plus en plus sensible en France de départ des urbains vers la campagne, l'idéal étant de constituer sa propre résidence, ou son environnement, en objet patrimonial.

Au plan des initiatives publiques ou associatives, un même phénomène se fait jour. La patrimonialisation fait flèche de tout bois et ses ressources ne sont, en bien des cas, que très indirectement locales. La valorisation du lieu tiendra, par exemple, aux grands hommes qu'il a vu naître, intellectuels, politiques, militaires ou artistes dont le nom vient parfois s'ajouter à celui de la ville. On voit ainsi se multiplier les « maisons d'écrivains », parfois lieux de conservation et de recherche, le plus souvent modestes sanctuaires abritant des reliques muettes – un fauteuil, un bureau – livrées à la piété mal sécularisée des dévots de la littérature. Ce sont donc les valeurs universalisantes de l'Histoire (la « Grande Histoire ») et de l'Art qui prêtent leur concours à l'exaltation du particulier. En dehors de cela, nous l'avons vu, reste le patrimoine ethnologique, largement voué lui aussi, surtout dans les petits musées, à une logique similaire de délocalisation.

Que conclure au terme de cette brève analyse ? Concernant la notion de « patrimoine ethnologique », un premier constat s'impose : celui d'un écart entre la définition que l'on pouvait en produire il y a quelques années encore et les pratiques effectives d'une part, les tendances de la recherche d'autre part. Quant au fond, la principale difficulté tient à la notion même de patrimoine. Un patrimoine, au sens commun du terme, est un ensemble de biens dont on hérite et qu'il s'agit de préserver afin de pouvoir le transmettre à son tour. Pour le définir, on ne peut se contenter d'en faire l'inventaire : un patrimoine n'existe que pour un sujet qui le reconnaît comme tel, qui ne traitera pas les biens en question selon la règle générale de la propriété – le *jus uti et abutendi* autorisant, en particulier, leur aliénation. L'usage métaphorique du terme à propos des biens culturels conserve en les transposant ces caractères. Il ne suffit pas que des biens existent, il faut encore leur reconnaître le statut d'héritage précieux, à préserver de la perte ou de la destruction. En un mot, il faut leur reconnaître une valeur autre que simplement marchande ou instrumentale.

La patrimonialisation est d'autant plus aisée qu'elle concerne des réalités, objets techniques, œuvres d'art, monuments déjà désignés dans leur statut de biens culturels. Or, dans le cas du

« patrimoine ethnologique » tel qu'il a été défini, les réalités visées tendent à se confondre avec la totalité des productions humaines et, pour la plupart, ne sont pas déjà constituées en « sémiophores » sinon, marginalement, à travers nos investissements affectifs. Comme on ne peut mettre en fiches (ou pire, en musées) la totalité de la vie, on comprend que leur conservation ait fait l'objet de découpages plus que d'autres soumis aux états successifs des problématiques ethnologiques. De même que les archéologues qui fouillaient une tombe ont longtemps prélevé les objets des dépôts funéraires et négligé les ossements, de même les ethnographes de l'Europe ont traqué le conte et le proverbe en laissant de côté les façons de dire du quotidien, mis en herbier les « superstitions » en oubliant les images pieuses ou toute autre manifestation d'une piété « orthodoxe » etc. A ces choix liés à l'histoire de notre discipline s'ajoutent ceux, beaucoup plus difficile à maîtriser, commandés par les représentations des populations concernées : comme on a pu le voir, le désir de musée ou de « récupération » de telle ou telle pratique culturelle renvoie à des logiques pour la plupart étrangères aux préoccupations de la science.

Une convergence entre ces deux types d'intérêt a toutefois pu apparaître dans la sélection des objets et pratiques tenus pour caractéristiques d'une « identité culturelle » indexée sur un territoire ou un groupe professionnel. L'idée de patrimoine ethnologique, rarement revendiquée comme telle, s'est ainsi trouvée prise en charge par plusieurs programmes standard, plus ou moins anciens, de collecte, conservation, réactivation, valorisation touristique des ressources locales. Ces programmes peuvent avoir une forte inscription institutionnelle, comme ceux qui touchent à la reconnaissance et l'enseignement des langues régionales, régis par des directives européennes, ou bien se limiter aux initiatives beaucoup plus modestes évoquées plus haut. Mais, dans la plupart des cas, ou bien les actions ont été conduites en l'absence d'ethnologues, ou bien elles répondaient de moins en moins aux intérêts de la discipline : l'ethnologie de la France a, au cours des trente dernières années, consommé sa rupture avec le folklorisme et le mode de référence au territoire qu'il induisait. L'attention des ethnologues au présent ne les confronte plus que marginalement à des objets trouvant leur légitimité dans un ancrage local et les prestiges controversés de la « tradition ». C'est bien plutôt l'ensemble des opérations de patrimonialisation, et non leurs objets, qui se trouve au centre de leurs intérêts. Au lieu de contribuer à la connaissance et la mise en musée d'un patrimoine ethnologique, ils développent aujourd'hui de plus en plus une ethnologie du patrimoine et de la patrimonialisation : telle est bien la réalité culturelle la plus saillante dont, en accord avec le programme usuel de leur discipline, il leur revient de rendre compte.

